

« Le train sifflera trois fois »

Pierre Lavoie

Numéro 73, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/28238ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavoie, P. (1994). « Le train sifflera trois fois ». *Jeu*, (73), 132-134.

Perles de culture

Pierre Lavoie



Dessin : Jean-Pierre Langlais.

« Le train sifflera trois fois »

Au royaume du Québec, depuis la création en 1961 du ministère des Affaires culturelles, rebaptisé ministère de la Culture et des Communications sous la férule du dernier gouvernement libéral, jamais la culture n'aura vu défiler à son chevet, aussi rapidement, un tel train de ministres que depuis le retour au pouvoir du Parti québécois en septembre dernier. Comme le soulignait avec justesse Lise Bissonnette dans un éditorial sur les rapports pour le moins cafouilleux de ce parti avec la culture :

Tant au gouvernement que dans l'opposition, l'histoire des rapports du Parti québécois avec la culture est un roman noir. La politique n'est pas un jeu de hasard. Il n'y a ni accident ni malchance, on y trouve ce qu'on y met. Les déboires de la dernière ministre à y défiler, madame Dionne-Marsolais, sont le résultat net d'une incurie quasiment planifiée.

Quand on propose aux électeurs la transformation du Québec en pays, le ministère de la Culture devrait être traité comme un joyau de la future république, il devrait aller de soi qu'on le confie à un élu parmi les plus expérimentés, les plus habiles à traiter de questions politiques et symboliques complexes, et bien sûr les mieux en prise sur les milieux de création, si divers et souvent si bouillonnants¹.

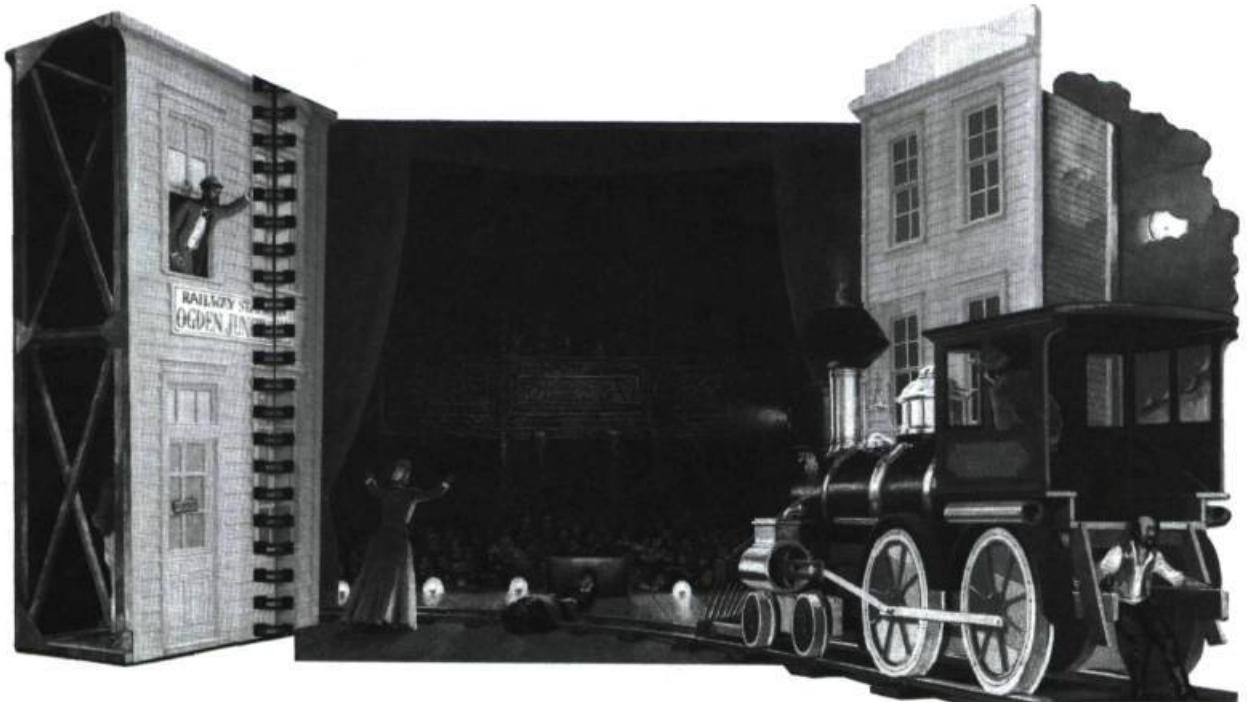
Lorsque paraîtra cet article, j'ignore si le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, occupera toujours les fonctions de ministre de la Culture et des Communications, qu'il s'est souverainement octroyées, faisant sien l'adage que l'on n'est jamais si bien servi que par soi-même... « Je suis bien content de ma nomination », a-t-il dit, ajoutant que son

1. Lise Bissonnette, « Un roman noir », *Le Devoir*, 21 janvier 1995, p. A-10.

passage à ce ministère sera une affaire de « plus de quelques semaines, mais moins que quelques années² ».

Contrairement à certains représentants du milieu culturel qui ont accueilli avec un enthousiasme pour le moins suspect la décision de M. Parizeau³, j'ai été profondément troublé et hérissé par cette attitude « impériale », pour ne pas dire par le paternalisme que ces propos pour le moins sibyllins recelaient. Une fois de plus, le Parti québécois, par la bouche de son chef, continue d'agir comme si l'ensemble du milieu culturel et intellectuel était acquis indéniablement à la cause souverainiste et que, par conséquent, il devait tout gober ou tout accepter pour ne pas nuire à cette dernière. Entre l'avènement de l'indépendance, aspiration légitime à laquelle adhère en effet une majorité de créateurs et d'intellectuels, et « l'autre façon de gouverner », il n'y a pas forcément adéquation. Croit-on, dans les hautes sphères politiques, qu'il suffit que Pôpa, devant les maladresses ou l'incapacité de Môman à faire taire les enfants turbulents, fasse entendre sa grosse voix pour que la petite famille retrouve aussitôt le droit chemin et la joie de vivre ? Dans les circonstances actuelles, la circonspection, sinon le doute, m'apparaît de mise.

Dessin tiré des *Théâtres du monde*, Paris, Gallimard Jeunesse, 1993, p. 23.



2. Michel Venne, « Destruction des BPC. Québec se ravise et déniche la somme de 30,5 millions \$. Le gouvernement est sur les rails, assure Parizeau », *Le Devoir*, 2 février 1995, p. A-4.

3. Concernant cet accueil, lire le texte « décapant » de Richard Martineau, « Le silence des agneaux », *Voix*, 2 février 1995, p. 5.

Comment expliquer, en effet, qu'en septembre dernier M. Parizeau ait nommé Marie Malavoy à la tête de ce ministère névralgique, compte tenu de son inexpérience dans ce secteur et de son premier mandat en tant qu'élue ? N'eût été la nécessité de marquer par un signe tangible l'importance et le rôle dévolus aux régions — grâce auxquelles le Parti québécois fut porté au pouvoir, il faut bien le reconnaître —, Jacques Parizeau n'aurait sans doute pas confié cette tâche à la représentante du comté de Sherbrooke. Manque de pot, celle-ci, qui se débrouillait somme toute assez bien sur le plan de l'efficacité administrative, dut se retirer pour avoir voté par le passé sans posséder la citoyenneté canadienne. M. Parizeau confia alors, de façon intérimaire, le dossier culturel à Rita Dionne-Marsolais, déjà ministre déléguée au Tourisme et responsable de la Régie des installations olympiques. En deux mois à peine, cette dernière aura réussi le tour de force de se mettre tout le milieu à dos par des décisions inappropriées et incohérentes dans les dossiers de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), de la présidence de Radio-Québec, de l'éthique au sein du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et du retrait des représentants culturels du comité de réflexion sur l'autoroute de l'information.

Coup de théâtre ! *Deus ex machina* ! Le premier ministre du Québec prend lui-même le relais pour une période indéterminée. M. Parizeau est un homme de culture certes, mais cela ne suffit pas pour justifier sa nomination à titre de ministre de la Culture et des Communications, également responsable de l'application de la Charte de la langue française, responsabilités qui s'ajoutent à celles de premier ministre et de responsable des Affaires autochtones et de la Jeunesse. Quand tout devient prioritaire, on fait en sorte que plus rien ne l'est ! Les dossiers culturels sont suffisamment nombreux et exigeants pour justifier rapidement la présence d'un ministre expérimenté, sans compter que ces changements à répétition ne peuvent que nuire à l'instauration d'un climat de travail serein et à des échanges continus avec les créateurs, les artistes et les interprètes. En effet, qui aimerait changer de patron trois fois en moins de six mois, surtout lorsque le travail précédemment effectué est remis en question, en dépit de l'accord de tous les intervenants, tant culturels que politiques ! Non, le Québec et ses artistes n'ont pas besoin d'un sauveur, fût-il le premier ministre en personne, mais bien plutôt de quelqu'un qui soit à l'écoute quotidienne de leurs revendications et qui puisse les transmettre et les défendre tant au conseil des ministres qu'auprès de la population en général. Si, comme l'écrivait Jocelyne Lepage, « [...] il y a tant de dossiers qui traînent au ministère de la Culture et des Communications [...] que ça prend six mois avant d'en faire le tour⁴ », M. Parizeau doit comprendre qu'il ne peut cumuler, en plus de toutes ses fonctions actuelles, celle de chef du train culturel, nonobstant sa prétention de le faire « pendant tout le temps qu'il faudra pour remettre la locomotive culturelle sur les rails⁵ ».

Devant le manque de volonté ou la mauvaise foi de nos élus provinciaux, tant libéraux que péquistes, à réaliser ne serait-ce que la promesse maintes fois répétée, depuis plusieurs années, d'octroyer minimalement 1 % du budget de l'État à la culture, j'espère simplement que le wagon culturel ne restera pas en gare... ♦

4. Jocelyne Lepage, « Le nouveau premier ministre de la Culture ou Monsieur Miracle... », *La Presse*, 1^{er} février 1995, p. B-5.
5. Cité par Pierre O'Neill et Paule Des Rivières, « Parizeau s'occupera de la Culture. Dionne-Marsolais a été contrainte de démissionner », *Le Devoir*, 31 janvier 1995, p. A-1 et A-8.



M. Parizeau
doit comprendre
qu'il ne peut
cumuler, en plus
de toutes ses
fonctions actuelles,
celle de chef
du train culturel.

